

Colombie : institutionnalisation des études de genre

Autor(en): **Vera, Beatriz**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **L'Émilie : magazine socio-culturelles**

Band (Jahr): **[93] (2005)**

Heft 1496

PDF erstellt am: **16.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-282909>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Colombie: Institutionnalisation des études genre

L'année 2005 marque le dixième anniversaire de la Conférence de Beijing sur les femmes. A cette occasion, le World Economic Forum (WEF) a publié une étude qui vise à mesurer l'écart entre les hommes et les femmes quant à l'accès à la santé, à l'éducation, au monde du travail, aux choix de carrière et à la vie politique dans 58 Etats aux profils variés. Le but préliminaire de cette étude est d'établir un lien entre l'avancement des femmes et le potentiel de croissance à long terme dans les pays sélectionnés par le WEF.

BEATRIZ VERA

Dans cette étude, la Colombie a obtenu un meilleur classement que la Suisse. En conséquence, il est possible de s'interroger sur les raisons d'un tel classement, dans la mesure où la situation des droits humains est hautement problématique dans ce pays. En effet, le budget social a considérablement diminué au profit du conflit armé et la société civile, tout particulièrement les femmes, subissent les dégâts d'une politique meurtrière soutenue - entre autres - par des acteurs privés transnationaux. Malgré cela, l'institutionnalisation des études genre dans le contexte de l'université publique colombienne est une réponse aux questions sociales et politiques posées par les mouvements des femmes. En effet, la légitimation des études genre en Colombie facilite l'interaction entre le milieu scientifique universitaire et la société civile.

Les études genre sont apparues en 1994, au sein de la Faculté des sciences humaines de l'Université Nationale de Colombie et ce, à l'initiative du groupe de travail «Femme et Société». Ce groupe a été créé en 1986 dans le but de stimuler la réflexion interdisciplinaire au sein de l'université. Il continue à jouer un rôle très actif dans le développement des théories féministes qui visent d'une part, l'éradication de la vision naturaliste des sexes et leur hiérarchisation et d'autre part, la revendication de la place des femmes dans l'histoire et dans l'exercice de leur citoyenneté. En ayant une participation très importante aux débats et aux actions organisées par les mouvements des femmes au niveau national, ce groupe de travail contribue à la création de forums de discussion sur différents aspects qui affectent la vie politique des hommes et des femmes en Colombie. Citons, par exemple, la libéralisation de la loi sur l'avortement¹, ainsi que la loi sur les quotas².

Il n'est pas anodin que ce soit dans le cadre de cette université que surgisse la nécessité de légitimer un espace académique consacré aux débats féministes avec la participation des représentants de la société civile. En effet, celle que l'on surnomme en Colombie «la Nationale», qui

est la plus prestigieuse des universités publiques du pays, est traditionnellement connue comme le noyau de la militance de gauche. Ainsi, des étudiant/es provenant de différentes classes sociales y trouvent un espace d'expression tant pour partager leurs aspirations professionnelles que leurs engagements politiques.

Si la démarche scientifique de ce groupe de travail est considérable, - ses recherches contribuent à l'élaboration des politiques publiques de développement social au niveau de l'administration et des organisations non gouvernementales -, son action militante se traduit aussi par la diffusion de la pensée féministe dans les médias.

Citons ici le travail de Florence Thomas, féministe différentialiste et coordinatrice du groupe «Femme et Société». Rédactrice en cheffe de la revue féministe «En Otras Palabras», elle a également le mérite d'avoir une rubrique d'opinion dans «El Tiempo» l'un des deux journaux traditionnels colombiens à tendance conservatrice, dont 42 rédacteurs sur 46 sont des hommes et 4 sont des femmes, dont une féministe.

Dans ces articles, F. Thomas s'attaque d'une manière très directe aux classes dominantes, en particulier l'église catholique et le gouvernement actuel. Si l'église catholique est une institution très respectée en Colombie, il faut constater qu'une grande partie de la population est en désaccord avec la doctrine du Vatican concernant les droits sexuels et reproductifs. De ce fait, il semblerait que le terrain soit propice pour repenser non seulement la cause des femmes dans les débats médiatiques colombiens mais également les droits politiques des homosexuels, et ce malgré la forte opposition des milieux conservateurs du pays.

La position du gouvernement actuel vis-à-vis de la participation des femmes dans la prise de décisions politiques est quant à elle ambiguë. En effet, si pour la première fois dans l'histoire, six ministères nationaux sur douze sont occupés par des femmes³, les représentantes au niveau national des groupements de femmes res-

tent exclues des processus démocratiques très importants. Citons, à titre d'exemple, leur mise à l'écart des négociations de paix entamées par l'administration actuelle avec les groupements paramilitaires. Et ce, alors que les femmes et les enfants représentent le 80% des déplacé-e-s internes du pays, du fait de l'action directe des paramilitaires. Comment concevoir alors un processus de réconciliation nationale sans la participation réelle de ces femmes?

Si l'institutionnalisation des études genre dans le contexte de l'université publique colombienne est une composante théorique de la recherche interdisciplinaire en sciences sociales, il faut relever l'action militante du groupe «Femme et Société» dans la mesure où elles ont ouvert un espace d'opinion dans les médias nationaux. En effet, elles ont compris que les changements sociaux en Colombie se font non seulement d'en bas, fruit de la lutte sociale des mouvements populaires, mais qu'ils sont aussi le résultat d'une prise de conscience des élites locales.

¹La loi sur l'avortement en Colombie est l'une des plus restrictives au monde alors que l'avortement est la troisième cause de mortalité chez les femmes.

http://www.womenslinkworldwide.org/co_la_t_colombia.html

²La loi sur les quotas (loi 581) reconnaît la participation minimale de 30% des femmes au sein des instances décisionnelles de l'Etat.

³Donny MEERTENS dans son travail sur les études femmes en Colombie, cite entre autres, le Département National de Planification (économique et social), le Ministère de la Santé, L'Institut colombien de bien-être familial et finalement le Conseil de la Jeunesse, la Femme et la Famille. http://www.iacd.oas.org/Interamer/Interamerhtml/Bonderhtml/bon_meer.htm page 3 sur 12

⁴ «En autres mots»